

LETTRE N°15 – JANVIER 2026



Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

Chères Collègues, Chers Collègues,
Chers lecteurs,

Ce début d'année 2026, que je vous souhaite heureuse et épanouissante, coïncide avec la 15ème lettre d'information du laboratoire MIL. Dans la continuité des lettres précédentes, qui ont été mises en place, à mon initiative, en 2018, ce document - dont la rédaction et la conception doivent beaucoup à Johan Menichetti - présente l'activité de notre équipe de recherche entre septembre et décembre 2025.

Ces derniers mois ont été particulièrement actifs, notamment avec les soutenances de thèse de toute une génération de doctorants et la présentation d'une HDR. Le MIL a consolidé sa visibilité avec des événements "hors les murs", notamment à l'OCDE, à Bercy, à l'ENM ou encore à la maison internationale de l'Île de France de la Cité Universitaire de Paris. Il a également conforté son positionnement dans les réseaux de recherche, à la fois nationaux (événements organisés par les jeunes chercheurs dans le cadre de l'AFDC) et internationaux (conférence du réseau Prosper sur le Clean Industrial Act). Il a une visibilité bien établie dans les recherches en droit du numérique et de l'IA, ainsi que le montrent le projet IGA4UPEC et la quinzaine du numérique, qui constitue un temps fort de la vie de l'équipe.

Cette dynamique collective se nourrit elle-même d'une activité significative de publications individuelles et il convient de saluer le fait que plusieurs membres du MIL ont, à leur actif, et notamment au cours des derniers mois, publié de nombreux manuels juridiques de référence en droit public, en droit privé et en histoire du droit.

Cette 15ème lettre est également la dernière que je supervise en tant que directeur du laboratoire. D'ici aux prochaines semaines, une nouvelle équipe de direction, élue par l'ensemble des membres du laboratoire, prendra la relève.

Je forme le vœu que la dynamique du laboratoire, que je me suis toujours efforcé d'impulser avec l'appui précieux de B. François comme directrice adjointe, se maintiendra et s'amplifiera.

Le MIL est une belle équipe. Sa richesse repose, tout à la fois, sur la diversité des spécialisations dans les différentes branches du droit, le souci d'un pilotage quotidien des activités de recherche, la capacité à investir des projets sur appels d'offres, la coexistence de différentes conceptions de la recherche et la prise en compte du pluralisme épistémologique. J'ai confiance en la responsabilité collective pour poursuivre cette dynamique.

Stéphane de la Rosa

Manifestations récentes

26 SEPTEMBRE 2025

TABLE-RONDE – L'ÉTAT DE DROIT EN QUESTION. MENACES ACTUELLES ET PERSPECTIVES DE CONSOLIDATION



La table-ronde intitulée « L'Etat de droit en question. Menaces actuelles et perspectives de consolidation » et placée sous la direction scientifique du Professeur Beligh Nabli s'est déroulée le vendredi 26 septembre 2025 dans les locaux de l'Ecole Nationale de la Magistrature. Elle prolonge la publication, par le même auteur, d'un « Que sais-je » sur l'Etat de droit.

UPEC FACULTE DE DROIT

ENM ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

MIL MAGISTRATURE INTERNATIONALE DE LA JUSTICE

TABLE RONDE
L'ÉTAT DE DROIT EN QUESTION
Menaces actuelles et perspectives de consolidation

Organisateurs :
Beligh Nabli, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC, auteur de L'Etat de droit, PUF, Coll. Que Sais-je 7 (sept. 2025)
Tarik Lakasimi, chef du département de la recherche à l'ENM, professeur de droit privé

AU PROGRAMME

14h Ouverture :
Tarik Lakasimi, chef du département de la recherche à l'ENM, professeur de droit privé
Stéphane de La Rue, directeur du Laboratoire « M.L.L. » de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC

14h15 Introduction :
Beligh Nabli, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC

14h30 I - Les sources de menace pour l'Etat de droit
Eugénie Bergemont-Gérard, professeure à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), membre du Tribunal Constitutionnel de Belgique
Mélis Fournier, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Assas
Cécile Migonnet-Rivero, professeure de droit public à l'Université de Cergy Paris Université
Cécile Raux, Adjointe de la Défense des droits, en charge du respect de la dignité par les professionnels de la justice, Magistrature judiciaire
Modérateur : Beligh Nabli, professeur de droit public à la Faculté de droit de l'UPEC

15h45 Echange avec le public

16h Pause-café

16h15 II - Les voies de consolidation de l'Etat de droit
Diana Ramon, professeure de droit public à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), membre du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)
Eugénie Méliani, Maître de conférences en droit public, à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)
Jean-Pierre Mignard, Ancien enseignant à Sciences Po Paris
Pierre de Montabert, professeur de droit public à l'UPEC Paris XII, membre du Tribunal suprême de Roumanie
Laurence Poirier, avocat au Barreau de Paris, président de la Délégation des Barreaux de France
Modérateur: Tarik Lakasimi, chef du département de la recherche à l'ENM et professeur de droit privé

17h30 Echange avec le public
18h Cocktail

Vendredi 26 septembre 2025
École Nationale de la Magistrature
3 ter quai aux fleurs, 75004 Paris
Inscription obligatoire : alyssia.favre@justice.fr

5 NOVEMBRE 2025

CONFERENCE DE VERONIQUE CHAMPEIL-DESPLATS « QU'EST-CE QU'UN DROIT ? REPONSE EN HUIT CONCEPTS FONDAMENTAUX » (DALLOZ, 2025)

Table ronde

Véronique Champeil-Desplats
(Université de Nantes)

5 novembre 9h30-11h30
Wesley Newcomb Hohfeld
Qu'est-ce qu'un droit ? Réponse en huit concepts fondamentaux

Organisé par
Manon Altwegg-Boussac
Marie-Cécile Desplats
Frédéric Martin
Noé Wagener

UPEC - Faculté de droit
Amphi A2

UPEC | MIL | ENM | IJML

Le mercredi 5 novembre dernier, la Professeure Manon Altwegg-Boussac organisait une table ronde autour de la traduction et de la présentation par Véronique Champeil-Desplats de l'article d'Hohfeld, *Qu'est-ce qu'un droit? Réponse en huit concepts fondamentaux*. Cette table-ronde s'est déroulée de 9h30 à 11h30 en amphi A2. Elle a donné lieu à des échanges entre l'auteure et Marie Cretin Sombardier, les Professeurs Noé Wagener et Frédéric Martin, ainsi que les étudiants de L3.

5 NOVEMBRE 2025

CONFERENCE DE CORINNE LUQUIENS, ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Une conférence de Corinne Luquiens, ancien membre du Conseil constitutionnel, s'est déroulée le mercredi 5 novembre 2025, dans le cadre du cours de contentieux constitutionnel (M1) du Professeur Pierre de Montalivet.



7 NOVEMBRE 2025


CONFERENCE « LA MAUVAISE GESTION DE L'ARGENT PUBLIC : CARACTERISATIONS ET CONTROLES PAR LES JURIDICTIONS FINANCIERES

La mauvaise gestion de l'argent public :
caractérisations et contrôles par les juridictions financières
organisé par le laboratoire MIL

Interventions:

Sébastien HEINTZ
Procureur financier dirigeant le ministère public
à la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine

Olga MAMOUDY
Professeure de droit public à l'Université Paris-Est Créteil



Vendredi 7 novembre 2025
13 h
Faculté de droit - UPEC
Amphithéâtre A1

UPEC MIL

Une conférence intitulée « La mauvaise gestion de l'argent public : caractérisations et contrôles par les juridictions financières » s'est déroulée le vendredi 7 novembre, à 13h, dans l'amphithéâtre A1. Cette conférence a donné lieu aux interventions de Sébastien Heintz, Procureur financier dirigeant le ministère public à la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine et de la Professeure Olga Mamoudy, organisatrice de la manifestation.

13 NOVEMBRE 2025

JOURNÉE D'ÉTUDES DE LA COMMISSION DE LA JEUNE RECHERCHE CONSTITUTIONNELLE – LE GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE. IDENTITÉ(S) ET PRATIQUES CONSTITUTIONNELLES



AMIENS
13 NOVEMBRE 2025
Journée de la Commission de la Jeune Recherche Constitutionnelle,
organisée par Léa Pougnet, ATER en Droit public, UPEC/MIL et
Adrielle Jestin, ATER en Droit public, UPJV/CURAPP-ESS
Contact : adrielle.jestin@u-picardie.fr

Entrée libre

Logis du Roy
Square Jules Bocquet
Amiens

La Journée d'études annuelle de la commission de la jeune recherche constitutionnelle s'est déroulée le jeudi 13 novembre dernier dans les locaux de la Faculté de droit de l'Université d'Amiens. Cette manifestation avait pour thème « Le gouvernement démissionnaire. Identité(s) et pratiques constitutionnelles ». Elle était organisée par Léa Pougnet et Adrielle Jestin, doctorantes et ATER en droit public, avec le soutien du Laboratoire MIL.



27-28 NOVEMBRE 2025

COLLOQUE DU RESEAU PROSPER – THE CLEAN INDUSTRIAL ACT : DEFENDING THE EU'S ECONOMIC, SOCIAL AND ENVIRONMENTAL MODEL

Le réseau Jean Monnet PROSPER (Projet de recherche sur les opportunités de renforcement de la prospérité et de la résilience économique dans l'Union européenne) est coordonné, au sein de l'UPEC, par la Professeure Laure Clément-Wilz, et réunit de nombreux membres du Laboratoire MIL.

Un colloque international intitulé « The Clean Industrial Act : Defending the EU's Economic, Social and Environmental Model » s'est tenu les 27 et 28 novembre derniers dans le cadre de ce réseau. Cette rencontre s'est déroulée dans les locaux de la Faculté de droit de l'UPEC et à la Maison de l'Île-de-France de la Cité Internationale Universitaire de Paris.

Cette manifestation internationale a permis de conforter la place de l'UPEC au sein du réseau international dont la coordination est pilotée par la Dublin University et le Professeur Federico Fabbrini.



12 DECEMBRE 2025

JOURNEE D'ETUDE ANNUELLE DU RESEAU CONTRATS PUBLICS DANS LA GLOBALISATION JURIDIQUE



Pour la septième année consécutive, la rencontre du réseau *Contrats publics dans la globalisation juridique* était organisée par le Professeur Stéphane de La Rosa.

Cette rencontre annuelle s'est déroulée le vendredi 12 décembre dernier, à l'OCDE et à la Maison de l'Ile-de-France de la Cité Internationale Universitaire de Paris. Elle était notamment consacrée au développement des instruments protectionnistes dans les marchés publics européens, ainsi qu'aux débats en cours sur la révision des directives encadrant les marchés publics. Les échanges ont également porté sur la diversification des formes de concession. La manifestation a associé les étudiants du master 2 DRCP/DPAE.

18 DECEMBRE 2025

COLLOQUE LE CODE DES IMPOSITIONS SUR LES BIENS ET SERVICES (CIBS) – TVA, ACCISES, TAXES SECTORIELLES : RETOUR SUR UNE EXPERIENCE ORIGINALE DE CODIFICATION

Le colloque intitulé *Le code des impositions sur les biens et services (CIBS) – TVA, accises, taxes sectorielles : retour sur une expérience originale de codification*, était organisé le 18 décembre dernier par le Professeur Alexandre Maitrot de La Motte avec la Direction de la Législation Fiscale et la Revue de Droit Fiscal, dans les locaux du Ministère de l'Economie et des Finances.



2 OCTOBRE – 4 DECEMBRE 2025

SEMINAIRE MULTILINGUISME DANS L'UNION EUROPEENNE - CONFÉRENCE LEGAL INTEGRATION AND LANGUAGE DIVERSITY (JAAB BAAIJ)

Le séminaire de l'EUR FRAPP *Multilinguisme dans l'Union européenne* était organisé par la Professeure Laure Clément-Wilz. Au premier semestre, ce séminaire a donné lieu aux interventions suivantes :

2 octobre 2025 : *Legal Integration and Language Diversity*, par Jaab Baaij (Université d'Utrecht)

9 octobre 2025 : *La traduction juridique à l'heure de l'intelligence artificielle*, par Josephine Hederstroem, Cheffe d'unité à la DG Traduction de la Commission européenne

16 octobre 2025 : *Traduction juridique et IA à la CJUE : enjeux institutionnels et mise en situation pratique*, par Susan Wright, ancienne directrice de la traduction juridique à la Cour de justice de l'Union européenne

6 novembre 2025 : *Présentation et discussion d'ouvrage : EU Language Law* (Europa Law Publishing, 2025), par Stefaan Van Der Jeught, attaché de presse à la Cour de justice de l'Union européenne

13 novembre 2025 : *Les enjeux actuels du multilinguisme au Parlement européen*, par Veronique Rosenkranz, Directrice de la Direction Générale Traduction au Parlement européen

20 novembre 2025 : *Langues officielles, langues régionales : quelle Europe du multilinguisme ?*, par Pierrick Bruyas, Docteur de Université de Strasbourg

4 décembre 2025 : *La traduction et la comparaison à la Cour de justice de l'Union européenne*, par Celestina Iannone, Directrice de la direction de la recherche et documentation, Cour de justice de l'Union européenne



22 OCTOBRE – 9 DECEMBRE 2025

CYCLE 2 DE WEBINAIRES IAG4UPEC



Le projet IAG4UPEC, coordonné, pour sa partie recherche, par Madame Claire Marzo, étudie les aspects techniques, juridiques et sociologiques de la mise en place d'une plateforme d'intelligence artificielle générative souveraine à destination des personnels et étudiants de l'UPEC.

Le deuxième cycle de webinaires organisé dans le cadre de ce projet a donné lieu, pour le premier semestre, aux événements suivants :

22 octobre 2025: Webinaire n° 6: Moncif El Mouden, Leveraging AI-Driven Language Processing and Knowledge Graphs for Advanced Competition Policy Analysis and Simulation, UPEC.

4 novembre 2025: Webinaire n°7: Claire Marzo, IA et dialogue social, Collaboration avec l'axe TIR, UPEC.

6 novembre 2025: Webinaire n°8: Gaétan Hains, Equilibrer performance et énergie, Analyse multi-plateforme des grands modèles de langage quantifiés, UPEC.

9 décembre 2025: Conférence: Odile Demazy, L'état de l'art du droit de l'IA à l'université, Quinzaine du numérique, UPEC.

1^{ER} – 17 DECEMBRE 2025

4^E EDITION DE LA QUINZAINE DU DROIT DU NUMERIQUE

La Quinzaine du droit du numérique de l'université Paris-Est Créteil a tenu cette année sa quatrième édition, du 1er au 17 décembre 2025. Elle a gagné encore en ampleur par rapport aux années précédentes, puisque ce sont pas moins de quinze événements qui se sont succédé durant ces dix-sept jours.

Trois laboratoires se sont plus particulièrement mobilisés dans l'organisation : le laboratoire Marchés, Institutions, Libertés (MIL), à l'initiative de la Quinzaine ; le laboratoire Algorithmique, Complexité, Logique (LACL), dont plusieurs chercheurs sont très actifs à la faculté de droit de Créteil ; et pour la première fois cette année, le laboratoire de Droit privé (LDP).



Si les éditions de la Quinzaine s'enchaînent, ses finalités ne changent pas. Elles sont doubles : la Quinzaine du droit du numérique entend, d'abord, donner à voir un concentré des recherches sur l'interaction entre informatique et droit qui sont menées à Créteil ; elle se veut, en outre, un moyen d'initier à la recherche les étudiant-es de droit de Créteil, avec l'objectif que cette interface entre enseignement et recherche suscite, immédiatement ou à terme, des projets de thèse.

Un souci tout particulier a été apporté cette année à la restitution des activités du Programme de Master-Doctorat (Graduate Program) Numérique, Politique, Droit de l'UPEC, lancé il y a deux ans. La coopération du Programme de Master-Doctorat avec le Master européen EMILDAI (European Master in Law, Data and AI), ainsi que son insertion dans le réseau doctoral international EPILDAI (European PhD in Law Data and AI) ont été plus particulièrement mis à l'honneur, ce qui s'est traduit par exemple dans l'accueil en résidence, durant la Quinzaine, de deux étudiantes de Master et d'un enseignant-chercheur de la Dublin City University, ainsi que de deux doctorantes de l'Erasmus Universiteit Rotterdam.

15 événements du 1^{er} au 17 déc. 2025
entrée libre

UPEC

CONFÉRENCE
Lundi 1^{er} déc., 13h-14h30
L'application du droit civil aux contrats de l'immobilier
Conférence de M. Guéhenen

CONFÉRENCE
Mardi 2^e déc., 16h-17h30
La préhistoire du droit du numérique
Conférence de N. Malat-Poujol

ÉVÉNEMENT
Mercredi 3^e déc., 13h30-15h30
Autour du livre *Éthique des algorithmes et de l'intelligence artificielle (Witt, 2024)*
Débat avec M. Pagny, dans le cadre du club-lecture du M1 Droit du numérique coordonné par L. Pellissier et N. Wägenar

ÉVÉNEMENT
Jeuudi 4^e déc., 10h-12h30
L'actualité des thèses en droit du numérique
Avec Th. Depoite, M. Gaudin, S. Mamoudou, T. James, P.-F. Laslier, P. Phipin et A. Stepanov

ÉVÉNEMENT
Vendredi 5^e déc., 9h45-13h
UPEC-EMILDAI-PILDAI COOPERATION SEMINAR
Exploring the DSA Transparency Database: Joint Research between EMILDAI and the UPEC Master-PhD Program in Digital, Politics & Law
Avec R. Badran, M. Rajana, N. Trouvé et M. Zimmer

ÉVÉNEMENT
Presentations of Two Ongoing PhD Projects within the EPILDAI Network
Conférences de R. Knopp et L. Muntzian, suivies d'un débat avec F. Madelaine

ÉVÉNEMENT
Digital Sovereignty and the Green Transition: EU Challenges in Times of War and Energy Crisis
Conférence de L. Ceeste

CONFÉRENCE
Mardi 9^e déc., 10h30-12h
Fin-tuner un LLM en faculté de droit : enjeux techniques, politiques et juridiques
Restitution d'une recherche collective du M2 Droit du numérique coordonnée par P. Valletta

ÉVÉNEMENT
Mardi 9^e déc., 14h-16h
L'état de l'art du droit de l'IA à l'université
Conférence d'O. Demazy, suivie d'un débat avec S. Damont, C. Mirzo et J. Sellam

ÉVÉNEMENT
Mardi 9^e déc., 17h-18h30
Le droit de ne pas être profilé
Discussion entre M. Urgier et A. Marquet

ÉVÉNEMENT
Jeuudi 11^e déc., 10h-12h30
Recherches en cours au sein du programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit
Avec E. Bantier, T. Dalarzo-Gouin, P. Guaroni, N. Trouvé et M. Zimmer

ÉVÉNEMENT
Jeuudi 11^e déc., 14h-16h
Autour du livre « On ne peut plus rien dire... » Liberté d'expression et grand dévergondement (Annoes, 2025)
Débat avec Th. Hochmann, dans le cadre du club-lecture du M1 Droit du numérique coordonné par M. Alwegg-Boussac

ÉVÉNEMENT
Vendredi 12^e déc., 14h-15h30
Open data, profiteurs couverts ?
Une recherche croisant droit, informatique et géographie
Conférence de J. Monel, L. Pellissier et N. Wägenar

CONFÉRENCE
Lundi 15^e déc., 13h-14h
Autour de l'article « Le travailleur et les deux visages de l'algorithme » (Droit social, 2022)
Conférence de L. Garnet

ÉVÉNEMENT
Mercredi 17^e déc., 10h-13h
Quelle constitution pour le numérique ?
Restitution d'une recherche collective du M1 Droit du numérique coordonnée par E. Barber et A. Marquet



Vie du laboratoire

SOUTENANCE D'HDR

8 OCTOBRE 2025

LAMPRINI XENOU – L'EFFET HORIZONTAL DES DROITS FONDAMENTAUX EN DROIT DU NUMERIQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Direction de l'HDR : Stéphane DE LA ROSA (PR – UPEC)

Composition du jury :

Romain TINIERE
(PR – UGA) – Rapporteur

Valère NDIOR
(PR – Université de Bretagne Occidentale) –
Rapporteur

Célia Zolynski
(PR – Université Paris I Panthéon-Sorbonne) –
rapporteuse

Laurence POTVIN-SOLIS
(PR – UPEC) – Examinatrice

Anastasia ILIOPOUOU-PENOT
(PR – Université Paris II Panthéon-Assas) –
Examinatrice

Fabrice PICOD (PR – Université Paris II Panthéon-
Sorbonne) - Examineur



SOUTENANCES DE THESE

10 OCTOBRE 2025

QUITTERIE ROCCASERRA – LES INTERACTIONS ENTRE LA NOTION DE FAMILLE ET DE CITOYENNETE DANS LE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

Direction de la thèse : Anastasia ILIOPOULOU-PENOT (PR – Université Paris II Panthéon-Assas)

Composition du jury :

Laure CLEMENT-WILZ
(PR – UPEC) – Présidente

Aude BOUVERESSE
(PR – Université de Strasbourg) – Rapporteuse

Edouard DUBOUT
(PR – Université Paris II Panthéon-Assas) –
Examineur

Gaëlle MARTI
(PR – Université Jean Moulin Lyon III) – Rapporteuse

Etienne Pataut
(PR – Université Paris I Panthéon-Sorbonne) -
Examineur



26 NOVEMBRE 2025

MARC PITON – LA QUALITE DE LA NORME CONSTITUTIONNELLE

Direction de la thèse : Pierre de MONTALIVET (PR – UPEC)

Composition du jury :

Manon ALTWEGG-BOUSSAC (PR –UPEC) -
Présidente

Bertrand-Léo COMBRADE (PR –Université de
Poitiers) – Rapporteur

Anne LEVADE (PR –Université Paris I Panthéon-
Sorbonne) – Rapporteuse

Alexandre FLUCKIGER (PR – Université de
Genève) - Examineur



4 DECEMBRE 2025

XAVIER THOREAU – COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME ET BIOETHIQUE

Direction de la thèse : Gérard TEBOUL (PR – UPEC)

Composition du jury :

Nadia BELRHOMARI (HDR – UPEC) – Examinatrice

Nicolas SILD (PR – Université Toulouse - Capitole) – Rapporteur

Pierre-Marie EGEA (PR – Université Toulouse – Capitole) – Examineur

Valérie DEPADT (MCF HDR – Université Paris 13 Paris-Cité) - Rapporteuse

9 DECEMBRE 2025

ANNABELLA SABINE – LA FORME PRIVEE DE L'ETAT : ETUDE DU CRITERE DE L'OPERATEUR PRIVE EN ECONOMIE DE MARCHÉ

Direction de la thèse : Edouard DUBOUT et Anastasia ILIOPOULOU-PENOT (PR – Université Paris II Panthéon-Assas)

Composition du jury :

Anémone CARTIER-BRESSON (PR – Université Paris-Descartes) – Rapporteuse

Jean-Philippe KOVAR (PR – IEP Strasbourg) – Rapporteur

Alexandre MAITROT DE LA MOTTE (PR – UPEC) – Examineur

Francesco MARTUCCI (PR – Université Paris II Panthéon-Assas) – Examineur



11 DECEMBRE 2025

LAUREN SILBERMAN – L'ABUS DE DROIT EN MATIERE FISCALE

Direction de la thèse : Alexandre MAITROT DE LA MOTTE (PR – UPEC)

Composition du jury :

Simon GILBERT (PR – UPEC) - Président

Emilie BOKDAM (Conseil d'Etat) - Examinatrice

Edoardo TRAVERSA (PR – Université Catholique de Louvain) – Examineur

Martin COLLET (PR – Université Paris II Panthéon-Assas) – Rapporteur

Pauline CAZALS (PR – Université Paris-Cité) - Rapporteuse



RAYONNEMENT INSTITUTIONNEL INTERNATIONAL

NOMINATION DE LA PROFESSEURE CHARLOTTE BEAUCILLON COMME MEMBRE DU COMITE CONSULTATIF DES TRAVAUX DU EUROPEAN LAW INSTITUTE SUR L'ELABORATION DES ELI GUIDING PRINCIPLES ON SEIZING SANCTIONED ASSETS



<https://www.europeanlawinstitute.eu/projects-instruments/current-projects/current-projects/eli-guiding-principles-on-seizing-sanctioned-assets/>

LE PROFESSEUR ARNAUD DE NANTEUIL A REÇU, POUR SON OUVRAGE « DROIT DU LIBRE-ÉCHANGE ET DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE » (PEDONE, 2024), LE PRIX CHOUCRI CARDAHI DE L'ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES



Publications

Le patrimoine culturel en péril

Charlotte Beaucillon et Géraldine Goffaux Callebaut (dir.)

Depuis plusieurs années, l'actualité ne cesse de souligner la vulnérabilité croissante du patrimoine culturel face aux périls contemporains. Les étés caniculaires mettent en danger des sites archéologiques et historiques, révélant l'impréparation des dispositifs de sauvegarde face au dérèglement climatique. La guerre en Ukraine illustre tragiquement la fragilité des biens culturels en zone de conflit, entre destructions ciblées et pillages organisés. Le scandale du Louvre, quant à lui, dévoile l'ampleur des réseaux internationaux de trafic d'œuvres d'art, rappelant que les menaces ne sont pas seulement naturelles ou militaires, mais aussi économiques, réticulaires et institutionnelles.

Pour analyser ces périls, en cerner les enjeux et envisager des pistes de réponse, chercheurs et spécialistes se sont réunis lors de deux colloques : Le patrimoine culturel en péril – Un état des lieux (décembre 2021) et Le patrimoine culturel en péril – Les solutions (décembre 2022). Le présent ouvrage rassemble une sélection d'interventions issues de ces rencontres, enrichies de contributions inédites, offrant ainsi une réflexion collective et pluridisciplinaire sur les défis majeurs de la préservation du patrimoine à l'ère des crises.

L'Harmattan
Coll. Droit du patrimoine culturel et naturel
2026
360 p.

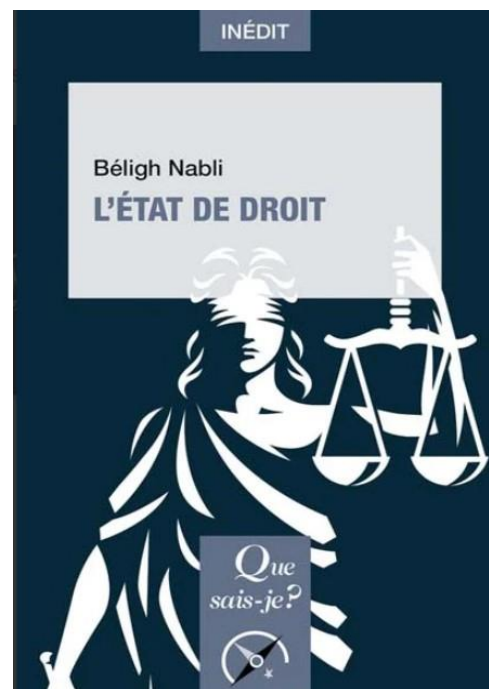
L'ÉTAT DE DROIT Béligh Nabli

1^{re} édition
P.U.F.
Parution : 17/09/2025
128 p.

Sous la direction de
Charlotte Beaucillon
et Géraldine Goffaux Callebaut

LE PATRIMOINE CULTUREL EN PÉRIL

État des lieux & solutions



CODE DES SOCIETES

Bénédicte François et Alain Lienhard (dir.)

42^e édition

Dalloz

Parution : 18/09/2025

3086 p.



ANATOMIE ET FONCTIONS DES CORPS INTERMÉDIAIRES

Marie Cretin Sombardier et Claire Saunier (dir.)

Qu'ils conservent leur forme traditionnelle ou se réinventent, les corps intermédiaires façonnent la règle de droit en amont de leur élaboration, lors de sa mise en œuvre, comme au moment de son contrôle. Désormais objet d'étude de la science politique, les corps intermédiaires restent en grande partie ignorés par la doctrine publiciste. Cet impensé est ici abordé par des chercheurs issus des différentes branches du droit. Leurs contributions explorent l'espace contemporain de médiation aménagé par l'action conjointe de l'Etat et de la société. Elles offrent un état des lieux de l'espace intermédiaire, de sa structure et des tensions qu'il renferme en esquissant une anatomie des corps intermédiaires.

L'ouvrage s'inscrit dans le prolongement du colloque organisé les 19 et 20 octobre 2023 par le Laboratoire MIL.

Dalloz

Parution : 04/09/2025

196 p.



CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL

Pierre de Montalivet et Aurélien Baudu

Le développement de la justice constitutionnelle constitue l'une des évolutions les plus marquantes de notre droit contemporain. Depuis quinze ans, la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) a donné une place centrale au Conseil constitutionnel et plus généralement au contrôle de constitutionnalité des lois, les juridictions administrative et judiciaire apparaissant aujourd'hui comme de véritables juges constitutionnels.

Ce manuel présente les juges constitutionnels, au premier rang desquels le Conseil constitutionnel, puis expose les normes, les procédures et les méthodes du contrôle de constitutionnalité. Mêlant des considérations théoriques, historiques et pratiques ainsi que des analyses tirées du droit comparé, cette première édition prend en compte les dernières évolutions de la matière, notamment les nominations intervenues au Conseil constitutionnel en 2025 et la jurisprudence récente.

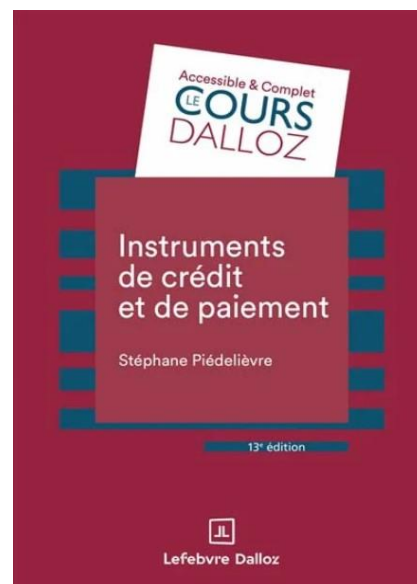
Dalloz
Coll. HyperCours
Parution : 19/06/2025
634 p.



INSTRUMENTS DE PAIEMENT ET DE CREDIT

Stéphane Piédelièvre

13^e édition
Dalloz
Coll. Cours
Parution : 18/09/2025
498 p.



SUCCESSIONS ET LIBERALITES

Stéphane Piedelièvre

Le droit des successions et des libéralités a été réformé de manière importante par les lois du 3 décembre 2001 et du 23 juin 2006. L'évolution de la composition des patrimoines, la transformation des structures familiales, la contractualisation croissante du droit de la famille et le souci de respecter plus scrupuleusement la volonté du disposant impliquaient une réforme d'ensemble de cette branche du droit patrimonial de la famille. La philosophie générale de la matière en est sortie transformée.

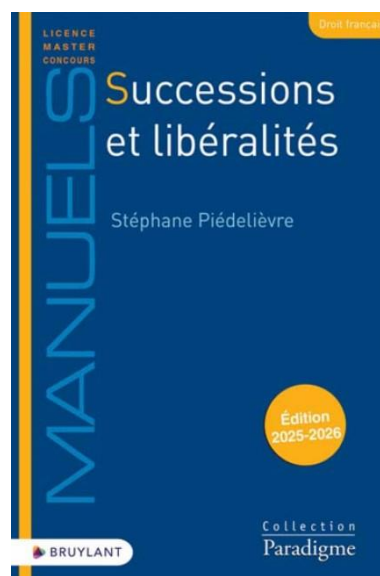
La réserve ne présente plus un caractère absolu d'ordre public, puisqu'il sera désormais possible pour un descendant d'y renoncer par avance au profit d'un autre descendant de degré inférieur. A travers la consécration de nouveaux pactes familiaux, le législateur a entendu favoriser l'aspect contractuel dans la transmission des biens. L'anticipation successorale est favorisée. De nombreuses règles de notre Code civil avaient beaucoup vieilli et étaient devenues obsolètes. L'acceptation sous bénéfice d'inventaire était peu pratiquée en raison de sa lourdeur. Les règles sur le partage sont simplifiées. Avec les années, il est possible de prendre du recul sur cette matière et de constater que malgré la volonté du législateur de rendre la matière plus accessible, il subsiste de nombreuses zones d'incertitudes que le présent ouvrage entend éclaircir.

Bruylant

Coll. Paradigme - Manuels

Parution : 14/08/2025

716 p.



LES PROMESSES DE VENTE ET D'ACHAT IMMOBILIERES

Stéphane Piedelièvre et Jacqueline Piedelièvre

Le droit des promesses est présenté à partir de ses principes généraux, tout en intégrant les précisions régulièrement apportées par la jurisprudence, sans omettre les implications pratiques. Il tient compte des évolutions législatives récentes.

Bruylant

Coll. Paradigme - Manuels

Parution : 14/08/2025

716 p.



Sélection d'articles et de contributions individuelles

ALTWEGG-BOUSSAC, Manon – (avec Afroditi MARKETOU) *Constitutionnalisme numérique et approches critiques en droit et technologie*, (Bouquet de revue) RDLF, 2025

ALTWEGG-BOUSSAC, Manon – (avec Afroditi MARKETOU) « Propos introductifs », RDLF, 2025

ALTWEGG-BOUSSAC, Manon – « Le temps de l'instabilité », *Chronique de droit constitutionnel*, RDP, Décembre 2025

ALTWEGG-BOUSSAC, Manon – « Désobéissance et constitutionnalisme. Que reste-t-il du droit de résistance à l'oppression ? », in A. Flückiger (dir.), *Repenser le droit par la désobéissance*, Helbing Lichtenhahn, 2025

ALTWEGG-BOUSSAC, Manon – « Esquisse d'une lecture constitutionnelle des pouvoirs sociaux », in M. Cretin Sombardier et C. Saunier (dir.), *Anatomie et fonctions des corps intermédiaires*, Dalloz, 2025

ALTWEGG-BOUSSAC, Manon – « Le statut de la Corse et les ambiguïtés du principe d'égalité », in A. Fazi (dir.), *L'Assemblia di Corsica, 40 anni di storia*, Alain Piazzola eds., 2025

CLEMENT-WILZ, Laure

Direction de numéro spéciaux

Artificial Intelligence and the Language of Law, *International Journal of Law and Language*, vol. 14 (2025). Numéro spécial (8 contributions). Open Access (dir. avec A. de Laforcade and I. Cennamo)

<https://www.languageandlaw.eu/ijll/issue/view/14>

Les droits fondamentaux linguistiques existent-ils? / Do Linguistic Human Rights Exist?, *Language Problems and Language Planning*, vol. 48, Issue 2, 2024. English and French. Guest editor. (4 contributions, certaines contributions en Open Access).

<https://benjamins.com/catalog/lplp.48.2?srsIid=AfmBOoow8MQFAG900IO8hJi2IqMV-3IKY3W2LGPdn2FEMNVJ-0Co8gkh>

Contributions individuelles

CLEMENT-WILZ, Laure - Entrée « Cour de justice de l'Union européenne », *Encyclopedia Universalis*, 2025

CLEMENT-WILZ, Laure - « Le réveil des dispositions dormantes, ou comment activer une réforme pensée pour une autre structure juridictionnelle », *Special Issue* (ed. G. Marti and L.Robert) *Le transfert de la compétence préjudicielle*, *Civitas Europa*, 2025/1, n°54, pp. 91-103

CLEMENT-WILZ, Laure - « Les droits fondamentaux linguistiques existent-ils ? Une réflexion interdisciplinaire », *Language problems and Language Planning*, Vol. 48, Issue 2, 2024. Open access

CLEMENT-WILZ, Laure - « Translation in the European Union: Navigating Technical and Legal Issues in the Light of Artificial Intelligence », *International Journal of Language and Law* vol. 14 (2025) 240-254 Open access. (avec A. de Laforcade and I.Cennamo)

CLEMENT-WILZ, Laure - Op Ed] ICON, "Guest Editorial : Making Gender Equality visible in judicial selections at the European Court of Justice", 2025/1 (avec F.Nicola):

CUZACQ, Nicolas - « La CA de Paris confirme le défaut de vigilance de La Poste, un arrêt conforme à la lettre et à l'esprit de la loi Vigilance, LPA octobre 2025, p.55-59

DE LA ROSA, Stéphane - « L'admission de l'arbitrage en droit des contrats publics au regard des exigences de la jurisprudence "Achmea" : la voie étroite », in M. Combet, M. Lahouazi (dir.), *Arbitrage et droit de l'Union européenne*, Larcier, coll. Droit de l'Union, oct. 2025, pp.47-65

DE LA ROSA, Stéphane - « L'articulation de la jurisprudence Tarn et Garonne avec les directives 'recours' » in S. Hiol (dir.), *Regards croisés sur les dix ans de la jurisprudence Département Tarn-et-Garonne. Bilan et perspectives en droits public et privé*, Mare et Martin, oct. 2025, pp. 90-104

DE LA ROSA, Stéphane - « L'influence du Green Deal sur le droit européen des contrats publics », in A. Hervé (dir.), *Green Deal et marché. Vers une transformation matricielle du droit européen*, Bruylant, coll. Droit de l'Union, 2025, pp. 210-222

DE LA ROSA, Stéphane - chronique annuelle « Contrats publics », in *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2024-2025, éd. Paris II Panthéon Assas, pp. 939-960

DE NANTEUIL, Arnaud - « Neutralisation du pouvoir normatif de l'Etat dans les contrats d'Etat et mise en œuvre des engagements internationaux de l'Etat », *Journal du droit international – Clunet*, numéro spécial 150 ans, 2025, pp.211-225

DE NANTEUIL, Arnaud - « Arbitrage d'investissement et droit international général » (avec S. Robert), *AFDI* 2024, pp.659-713

FRANÇOIS, Bénédicte - La loi française du 27 mars 2017 sur le devoir de vigilance : source d'inspiration de la directive, in *Le devoir européen de vigilance des sociétés*, sous la dir. de Benoît Lecourt, éd. Lefebvre Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, juin 2025, p.31

FRANÇOIS, Bénédicte - Féminisation des conseils : les modifications apportées par la loi « DDADUE 2025 », *Revue des sociétés* 2025, p. 509

FRANÇOIS, Bénédicte - La directive CSRD : les enjeux de la transposition, in *Les frontières du droit des valeurs mobilières*, sous la direction de S. Rousseau, Presses de l'Université de Montréal, déc. 2025

FRANÇOIS, Bénédicte - Rapport 2025 du Haut comité de gouvernement d'entreprise, *Revue des sociétés* 2026, p. 63

FRANÇOIS, Bénédicte - Rapport 2025 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, *Revue des sociétés* 2026, p. 67

FRANÇOIS, Bénédicte - The interplay between MiCA and the DLT Pilot Regulation, in *The Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA)*, Filippo Annunziata – Rosa Maria Lastra (eds.), OXFORD EU FINANCIAL REGULATION SERIES, janv. 2026

GENCY-TANDONNET, Dominique : Transport interne routier de marchandises, Responsabilité du transporteur, in *Juris classeur Transport*, LexisNexis, janvier 2025

GENCY-TANDONNET, Dominique : Protection des personnes handicapées et à mobilité réduite en transport routier : quelles améliorations ?, *R.A.E. – L.E.A.* 2024/3, p. 433 – 450

GENCY-TANDONNET, Dominique : Pertes, avaries et retard de bagages : quel régime de responsabilité ?, *Juristourisme* octobre 2025, n° 289, p. 23-25

GILARDEAU, Eric - « L'emprise de l'ordre public sur le contenu du contrat à l'aune de la bonne foi. Une étude comparative des réformes du BGB (2001) et du Code civil (2016) », Actes du colloque « L'ordre public » organisé les 3 et 4 novembre 2025 par le CREDESPO, la SGDB, la MSH de Dijon et l'Université Bourgogne Europe, et publiés dans le volume 80 des Mémoires de la Société pour l'Histoire du droit et des Institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands (MSBH), à paraître

GODECHOT-PATRIS, Sara - Chronique de droit international privé, Defrénois 2025 DEF227k3

GODECHOT-PATRIS, Sara - Panorama de droit patrimonial de la famille interne et internationale (corédigé avec Cl. Grare-Didier, Professeur à l'Université Paris Cité), D. 2025. 1941

GODECHOT-PATRIS, Sara - La gestion des biens d'une personne protégée, Réflexions de droit international privé: Ingénierie Patrimoniale, JFA, oct. 2025, 02.1

LIGNEUL, Nicolas - Crimes contre l'environnement dans la guerre en Ukraine : que dit le droit ? The Conversation, novembre 2025

<https://theconversation.com/crimes-contre-lenvironnement-dans-la-guerre-en-ukraine-que-dit-le-droit-267066>

LIGNEUL, Nicolas – « Guerre et développement durable, la perspective du juriste », in *Développement durable, éducation et entreprise*, Fédération européenne des Ecoles, J. L. Bischoff et C. Vivier Le Got (dir.), Connaissances et savoirs 2025. Version française pages 43 à 62 et version anglaise « War and sustainable development : a legal perspective », pp.123 à 141

LIGNEUL, Nicolas – « Théorie des effets (ou principe de territorialité objective) », in *Dictionnaire de droit de la concurrence*, Concurrences 2ème édition 2025

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « L'ordre fiscal européen face au désordre fiscal international », *Questions Internationales*, 2025, n° 134, pp. 79-84

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « L'application du dispositif de « planchonnement » et la Constitution », *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 51-52, comm. 358 (note sous Cons. const., 28 nov. 2025, n° 2025-1174 QPC, *Société United France 2021 Propco SNC [Validation législative d'impositions établies après application du dispositif de « planchonnement » calculé en fonction de la valeur locative des locaux professionnels révisée au 1er janvier 2017]*, avec Me Hugues Hourdin)

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Le Conseil constitutionnel déclare la taxe sur les services numériques conforme à la Constitution », *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 45-46, comm. 327 (note sous Cons. const., 12 sept. 2025, n° 2025-1157 QPC, *Sté Digital Classifieds France*)

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Les entreprises multinationales confrontées au risque de découverte d'un établissement stable », *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 25, comm. 235 (note sous CE, 4 avril 2025, n° 461220, *Conversant International Limited*, avec Me Romain GRAU)

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Note sous CE, 9^e et 10^e ch., 2 juin 2025, n° 491270, *Zwahlen* », *Fiscalité internationale*, 2025-3, n° 2, § 20, pp. 79-82 (avec Me Romain GRAU)

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2024 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2025, pp. 347-422 (commentaire de l'arrêt *Commission c/ Irlande* du 10 septembre 2024 (affaire *Apple*))

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1er juin 2025 – 31 août 2025) » (avec Anne ILJIC, Fabrice PEZET et Flora SICARD), *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 48, étude 340

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1er mars 2025 – 31 mai 2025) » (avec Anne ILJIC, Fabrice PEZET et Flora SICARD), *Revue de Droit Fiscal*, 2025, n° 38, étude 284

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Chronique de fiscalité – année 2024 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2025, n° 2, pp. 247-267

MAITROT DE LA MOTTE, Alexandre - « Droit fiscal européen (1^{er} avril 2024 – 31 mars 2025) » (avec Charlène HERBAIN), *Journal de droit européen*, 2025, n° 320, pp. 251-262

MARKETOU, Afroditi - et Joana Mendes, « Taking Legal Diversity Seriously. EU Law as Local Knowledge », LCEL Research Paper 2025/2, 8 décembre 2025

MARKETOU, Afroditi – « Les dynamiques actuelles du constitutionnalisme global », *Les Cahiers Portalis*, no 15/2025, p. 25-37

MARZO, Claire - Coordination d'un numéro spécial en publication perlée 'La régulation du travail caché de l'IA' (The regulation of the hidden work of AI), *Revue de droit du travail*, (numéros de septembre, octobre et novembre 2025), Colloque du 14 février 2025, AEI (UPEC), avec les contributions de :

- Claire Marzo, Antonio A. Casilli. Réguler le travail caché de l'intelligence artificielle. *Revue de droit du travail*, 2025, 09, septembre, p. 520.
=> Preprint disponible sur hal: <https://hal.science/halshs-05269077>
- Baptiste Delmas, IA et devoir de vigilance, 10, octobre,
- Fabien Lechevalier, Rendre visible le travail invisible des utilisateurs de services numériques: à l'occasion du futur 'Digital Fairness Act', 10, octobre,
- et Claire Marzo, Vers un nouveau droit européen pour protéger les travailleurs cachés de l'intelligence artificielle : entre devoir de vigilance, travail de plateformes numériques et règlement sur l'intelligence artificielle, 11, novembre.

MARZO, Claire - (avec Silvia Borelli, Antonio Lofredo, et Manfred Walser) *Sorry we subcontracted you*, Report for the European Transport Trade Union and presented to the European Parliament, 2025, https://www.etf-europe.org/wp-content/uploads/2025/06/Sorry-we-subcontracted-you_2025.pdf . Claire Marzo wrote the chapter on **Subcontracting in the Logistics sector, The French case: law and reality**.

de MONTALIVET, Pierre - « Le juge constitutionnel et la question des normes non écrites. Analyse à partir du cas français », in Guelord LUEMA LUSAVUVU (dir.), *La justice constitutionnelle et le contentieux électoral*, intervention au colloque de Kinshasa (République démocratique du Congo), les 18-20 mai 2023, Paris, LexisNexis, 2025, p. 95-107

WAGENER, Noé - (avec Christian Bessy) et Noé Wagener, « Enjeux d'appropriation ? Le devenir des oeuvres de 1% artistique ? », in Michela Barbot, Christian Bessy et Anne Conchon, *Propriété et économies entre matériel et immatériel, XVIe-XXIe siècle*, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2025, p. 155-174.

WAGENER, Noé - (avec Philippine Ducros, Maxime Zimmer et Luc Pellissier) « L'ineffectivité du droit d'accès à l'information sur les algorithmes : une étude empirique », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, juillet 2025, chron. n° 45.

WAGENER, Noé - Coll., *La fabrique urbaine de l'indésirabilité : échelles, normes, espaces*, Rapport au défenseur des droits, août 2025.

XENOU, Lamprini - (avec Marion Ho-Dac), "Chapter 11 - Fundamental Rights Impact Assessment (FRIA) under the AI Act", in *The Academic Guide to AI Act Compliance*, editors, Pr. Marion Ho-Dac, Ass-Pr. Cécile Pellegrini & Dr. Bernard Long, 2025 (en accès libre sur <https://hal.science/hal-05365570/document>).

XENOU, Lamprini - « Obligations des places de marché en ligne en vertu du RGPD: l'arrêt Russmedia de la Cour de justice », *RAE-actualités*, 13 janvier 2026.